

La croissance en Algérie restera très contenue en 2019

## La Coface pointe une incertitude politique

©  
D. R.



### **La situation politique et l'incertitude sur la gouvernance du pays devraient affecter l'investissement privé, déjà pénalisé par un environnement des affaires complexe.**

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) estime que la croissance économique en Algérie est contrainte par "l'incertitude politique". Dans sa dernière mise à jour, l'assureur-crédit français indique qu'après avoir été contrainte par la baisse de la production des hydrocarbures en 2018 (particulièrement de gaz), la croissance restera très contenue en 2019. La Coface prévoit un taux de croissance de 1,9%. "Les quotas de production dans le cadre de l'accord Opep et le déclin des gisements pétroliers contiendront toute augmentation de la production pétrolière.

L'incertitude politique, et notamment le retard probable de l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en raison des troubles sociaux actuels, devraient peser sur l'évolution de la production de gaz", explique l'assureur-crédit français. Aussi, ajoute la Coface, "alors que les hydrocarbures représentaient encore près de 95 % des recettes d'exportation, la contribution de la balance commerciale à la croissance continuera de peser sur la croissance".

La situation politique et l'incertitude sur la gouvernance du pays devraient aussi affecter l'investissement privé, déjà pénalisé par un environnement des affaires complexe. "En 2019, l'investissement public devrait souffrir des réductions des dépenses en équipement, qui avaient été augmentées l'année précédente.

La baisse de ces dépenses devrait entraîner une augmentation des retards de paiement pour les entreprises de construction et de potentielles défaillances d'entreprises", prévoit l'organisme français. En revanche, compte tenu du contexte politique et social, les prestations sociales devraient être sauvegardées, et ainsi continuer à soutenir la consommation privée. Celle-ci bénéficiera également d'une inflation moins élevée (bénéficiant de la baisse des prix des denrées alimentaires).

En revanche, la croissance de la consommation sera contrainte, entre autres, par le taux de chômage élevé. Sur le plan budgétaire, la Coface estime qu'en 2019, le déficit budgétaire restera important et menace de se creuser encore davantage. "Si l'augmentation des droits de douane devait se traduire par une hausse des recettes non pétrolières, celles relatives aux hydrocarbures (environ 45% des recettes budgétaires) devraient être pénalisées par les difficultés du secteur", prévoit l'assureur-crédit français.

Selon ce dernier, dans un contexte "d'agitation sociale", les dépenses de fonctionnement et les transferts sociaux devraient augmenter au détriment des dépenses d'équipement. "Alors que le gouvernement a indiqué fin juin 2019 qu'il souhaitait tourner la page du 'financement non conventionnel' engagé fin 2017 (processus de création monétaire), et en l'absence de nouveaux impôts, le Trésor pourrait potentiellement se tourner vers l'emprunt extérieur", soutient la Coface.

Le déficit courant devrait rester élevé. "Les interdictions d'importer qui ont concerné une liste de 851 produits ont été remplacées en septembre 2018 par un nouveau dispositif tarifaire qui continuera à limiter les importations, mais les recettes d'exportation devraient progresser encore plus lentement", relève l'organisme français, prévoyant un creusement du déficit commercial.

Malgré un excédent du compte des transferts, le solde courant sera également grevé par le déficit de la balance des invisibles et de celle des revenus. Le déficit courant, estime la Coface, "devrait continuer d'être financé par la ponction dans les réserves de changes (qui représentaient environ 17 mois d'importations fin 2018). Celles-ci devraient ainsi poursuivre leur érosion quasi ininterrompue depuis 2014". Sur le plan politique, L'assureur-crédit français évoque une transition à l'issue indéfinie.

**Meziane Rabhi**